



**PRÉFET
DE LA CORRÈZE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la Coordination
des Politiques Publiques et
de l'Appui Territorial**

Bureau de l'environnement et du
cadre de vie

INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

**Arrêté préfectoral
portant changement d'exploitant d'une carrière**

**Société Carrières de Saint Victour
Communes de Saint-Victour et de Saint-Exupéry-Les-Roches (AIOT : 0006000090)**

Le Préfet de la Corrèze
Chevalier de la légion d'honneur
Chevalier de l'ordre national du mérite

- Vu Le Code de l'environnement, et en particulier les articles L.181-15, R.181-47 et R.516-1 ;
- Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières ;
- Vu l'arrêté ministériel du 9 février 2004 modifié relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées ;
- Vu l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 modifié relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R.516-1 et suivants du Code de l'environnement ;
- Vu le décret du 7 août 2024 portant nomination de la secrétaire générale de la préfecture de la Corrèze, sous-préfet de Tulle, Mme Nicole CHABANNIER ;
- Vu le décret du 15 janvier 2025 portant nomination de M. Vincent BERTON, préfet de la Corrèze ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 19-2025-02-10-00001 du 10 février 2025 portant délégation de signature à Mme Nicole CHABANNIER, secrétaire générale de la préfecture de la Corrèze ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 07 juin 2013 autorisant la SARL Lorenzo à exploiter une carrière sur le territoire des communes de Saint-Victour et de Saint-Exupéry-Les-Roches ;
- Vu la demande réceptionnée par la Préfecture de la Corrèze le 17 novembre 2025 formulée par la société Carrière de Saint-Victour qui sollicite le transfert à son profit de l'autorisation du 07 juin 2013 susmentionnée délivrée à la SARL Lorenzo (changement d'exploitant) ;
- Vu le rapport du 12 janvier 2026 de l'Unité inter-départementale Corrèze, Creuse, Haute-Vienne de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Nouvelle-Aquitaine ;

Vu le projet d'arrêté préfectoral transmis à la société Carrière de Saint-Victour par courriel le 12 janvier 2026 afin de lui permettre de formuler ses observations ;

Vu les observations formulées par la société Carrière de Saint-Victour par courriel du 12 janvier 2026 sur le projet d'arrêté susvisé ;

Considérant que la société Carrières de Saint-Victour a présenté les éléments permettant de définir qu'elle possède les capacités techniques et financières pour exploiter ladite carrière ;

Considérant que le projet d'arrêté préfectoral a été porté à la connaissance de l'exploitant ;

Sur proposition de l'inspecteur des installations classées,

ARRÊTE :

ARTICLE 1^{er} : Changement d'exploitant

La société Carrières de Saint-Victour, dont le siège social est situé 4, ZA des Quatre chemins, Monthély – 15520 Naucelles, est autorisée à exploiter la carrière située sur le territoire des communes de Saint-Victour et de Saint-Exupéry-Les-Roches, en lieu et place de la société SARL Lorenzo, et ce, sous réserve du respect des dispositions figurant au cadre réglementaire détaillé à l'article 2 du présent arrêté.

ARTICLE 2 : Cadre réglementaire

L'exploitation de la carrière sera menée conformément aux prescriptions techniques de l'arrêté préfectoral 07 juin 2013 précédemment délivré et de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié susvisé.

ARTICLE 3 : Garanties financières

Dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant transmet au Préfet un acte de cautionnement d'un montant minimum de 201 700 euros correspondant à la troisième période mentionnée à l'article 2-4 de l'arrêté préfectoral du 07 juin 2013 susmentionné.

ARTICLE 4 : Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Limoges ou par voie électronique par l'intermédiaire de l'application Télérecours citoyen accessible sur le site www.telerecours.fr :

1° par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du Code de l'environnement dans un délai de deux mois à compter de :

- l'affichage de la présente décision en mairie dans les conditions prévues à l'article 5 du présent arrêté,
- la publication de la présente décision sur le site internet de la Préfecture dans les conditions prévues à l'article 5 du présent arrêté ;

2° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Conformément à l'article L.411-2 du Code des relations entre le public et l'administration, la présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours gracieux ou hiérarchique interrompt les délais mentionnés aux 1° et 2° supra.

Lorsque dans le délai initial du recours contentieux ouvert à l'encontre de la décision, sont exercés contre cette décision un recours gracieux et un recours hiérarchique, le délai du recours contentieux, prorogé par l'exercice de ces recours administratifs, ne recommence à courir à l'égard de la décision initiale que lorsqu'ils ont été l'un et l'autre rejetés.

ARTICLE 5 : Publicité – Notification

Un extrait du présent arrêté, mentionnant qu'une copie du texte intégral est déposée aux archives de la mairie des communes de Saint-Victour et de Saint-Exupéry-Les-Roches et mise à la disposition de toute personne intéressée, sera affiché en mairie pendant une durée minimum d'un mois. Les Maires des communes de Saint-Victour et de Saint-Exupéry-Les-Roches feront connaître par procès verbal, adressé à la préfecture de la Corrèze, l'accomplissement de cette formalité.

Le même extrait est publié sur le site internet de la Préfecture de la Corrèze pour une durée de quatre mois minimum.

ARTICLE 6 : Exécution

La Secrétaire générale de la préfecture de la Corrèze, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement et l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée aux maires de Saint-Victour et de Saint-Exupéry-Les-Roches.

Fait à Tulle, le 13 janvier 2026

Pour le préfet, et par délégation,
La secrétaire générale,

Nicole CHABANNIER

